

# a

## FIDA

### FONDS INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE

#### Conseil d'administration – Quatre-vingt-troisième session

Rome, 1<sup>er</sup>- 2 décembre 2004

## RÉPUBLIQUE DU COSTA RICA

### EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS



**TABLE DES MATIÈRES**

<b>TAUX DE CHANGE</b>	<b>iii</b>
<b>POIDS ET MESURES</b>	<b>iii</b>
<b>SIGLES ET ACRONYMES</b>	<b>iii</b>
<b>CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANCÉES PAR LE FIDA</b>	<b>iv</b>
<b>RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA</b>	<b>v</b>
<b>RÉSUMÉ</b>	<b>vi</b>
<b>I. INTRODUCTION</b>	<b>1</b>
<b>II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE, SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE</b>	<b>1</b>
A. Situation économique du pays	1
B. Secteur agricole	2
C. Pauvreté rurale	4
D. Réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles	6
E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale	7
<b>III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS</b>	<b>9</b>
<b>IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA</b>	<b>10</b>
A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés	10
B. Domaines de concertation	11
C. Principales possibilités d'innovation et d'intervention des projets	11
D. Possibilités d'élargissement et de partenariat avec les ONG et le secteur privé	12
E. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions	12
F. Mesures visant à améliorer la gestion du portefeuille	13
G. Cadre indicatif de financement et programme de travail à horizon mobile	14

**APPENDICES**

<b>I.</b>	<b>COUNTRY DATA (DONNÉES SUR LE PAYS)</b>	<b>1</b>
<b>II.</b>	<b>LOGICAL FRAMEWORK (CADRE LOGIQUE)</b>	<b>2</b>
<b>III.</b>	<b>STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS (ANALYSE DES FORCES, FAIBLESSES, POSSIBILITÉS ET MENACES)</b>	<b>4</b>
<b>IV.</b>	<b>IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME (CORRÉLATION ENTRE LES AXES INSTITUTIONNELS ET LE PROGRAMME PROPOSÉ POUR LE PAYS)</b>	<b>12</b>
<b>V.</b>	<b>ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED (ACTIVITÉS DES AUTRES PARTENAIRES DU DÉVELOPPEMENT – EN COURS D'EXÉCUTION ET PRÉVUES)</b>	<b>13</b>

**TAUX DE CHANGE**

Unité monétaire	=	Colón costa-ricien (CRC)
1,00 USD	=	420 CRC
1,00 CRC	=	0,002 USD

**POIDS ET MESURES**

Système métrique

**SIGLES ET ACRONYMES**

ALEAC	Accord de libre-échange avec l'Amérique centrale
BCIE	Banque centraméricaine d'intégration économique
BID	Banque interaméricaine de développement
BNCR	Banque nationale du Costa Rica
CCSS	Caisse costa-ricienne de sécurité sociale
CNP	Conseil national de la production
COSOP	Exposé des options et stratégies d'intervention par pays
DNEA	Direction nationale de la vulgarisation agricole
FMI	Fonds monétaire international
IFI	Institution financière internationale
IMAS	Institut d'aide sociale
PIB	Produit intérieur brut
RUTA	Unité régionale d'assistance technique
SAFP	Système d'allocation fondé sur la performance
SENARA	Service national de l'irrigation et de la maîtrise des eaux souterraines
SEPSA	Secrétariat chargé de la planification agricole sectorielle
SGRI	Système de gestion des résultats et de l'impact

**GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE DU COSTA RICA**  
**Année budgétaire**

1<sup>er</sup> janvier - 31 décembre

**CARTE DU PAYS: LOCALISATION DES INTERVENTIONS FINANCÉES PAR LE FIDA**



**COSTA RICA**



**Source:** FIDA

*Les appellations figurant sur cette carte et sa représentation graphique ne constituent en aucun cas une prise de position du FIDA quant au tracé des frontières ou limites, ou aux autorités de tutelle des territoires considérés.*

## RÉCAPITULATIF DU PORTEFEUILLE DU FIDA

Nom du projet	Institution initiatrice	Institution coopérante	Conditions du prêt	Approbation par le Conseil d'administration	Entrée en vigueur du prêt	Date de clôture	Code du don/prêt	Monnaie	Montant du prêt/don approuvé	Décaissement (en % du montant approuvé)
Projet relatif au crédit agricole	BID	BID	O	31 mars 82	22 mars 83	31 janv. 87	L - I - 97 - CR	DTS	4 400 000	100%
Projet de développement du crédit agricole dans la zone Nord	FIDA	BCIE	O	30 nov. 88	29 nov. 91	31 déc. 97	L - I - 235 - CR	DTS	3 350 000	69%
Projet de développement agricole pour la péninsule de Nicoya	FIDA	BCIE	O	5 déc. 94	16 fév. 98	30 juin 05	L - I - 371 - CR	DTS	3 400 000	66%

O = ordinaires

BCIE = Banque centraméricaine d'intégration économique

## RÉSUMÉ

1. Le présent exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) a été préparé au début de cette année en liaison avec l'évaluation des résultats obtenus avec le cadre sectoriel du secteur du développement rural du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP). L'évaluation a conclu que le Costa Rica disposait d'une vaste et solide gamme de programmes et institutions publics et privés pour lutter contre la pauvreté. Elle a toutefois observé le chevauchement de nombreuses activités et le manque de coordination, mis en évidence par la stagnation des taux de pauvreté.

2. Au Costa Rica, la diversité agro-écologique et biologique est grande malgré l'exiguïté du territoire géographique (52 000 km<sup>2</sup>). Avec 4 millions d'habitants, le pays peut être considéré à bien des égards comme une réussite en matière de développement. C'est un pays à revenu intermédiaire, dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant était de 4 280 USD en 2003, et l'une des démocraties les plus stables de l'Amérique latine. Plusieurs facteurs historiques expliquent cette stabilité, notamment la présence et le pouvoir limités des propriétaires terriens, l'existence de mécanismes efficaces de mobilité sociale, l'abolition de l'armée après 1948 et la création et l'administration de l'un des premiers États providence de la région.

3. Une croissance économique satisfaisante (en moyenne 5% par an entre 1990 et 2000), associée à des mesures prudentes de libéralisation de l'économie et à une politique sociale dynamique, y compris des investissements considérables dans le développement humain, ont permis d'atteindre des niveaux relativement bons d'égalité sociale et de parité entre les sexes et entraîné une baisse substantielle des indicateurs individuels de la pauvreté. Quarante-cinq pour cent de la population totale vit en milieu rural, où la pauvreté est plus répandue – 23,1% des ménages y sont pauvres, contre 15,4% en milieu urbain. Le taux de pauvreté extrême est de 3,3% dans les villes mais atteint 7,8% dans les campagnes. Au cours de la décennie passée, la pauvreté a reculé à un rythme plus rapide dans les zones urbaines que dans les zones rurales mais le contraire est vrai pour ce qui est de la pauvreté extrême.

4. La pauvreté, calculée au moyen de la méthode du seuil de pauvreté monétaire, a globalement reculé, passant de 31,9% en 1991 à 20,6% en 2000, alors que la proportion de la population vivant dans une pauvreté extrême est passée de 11,7% à environ 6% au cours de la même période. L'indice de la pauvreté stagne aux alentours de 20% depuis dix ans. En 2003, il est tombé à 18,5% mais d'autres indicateurs, notamment de l'emploi, n'ont pas progressé. D'après le rapport de 2004 sur la situation du pays, cette stagnation a pour cause: i) la dispersion et le chevauchement des fonctions entre les institutions publiques; ii) l'absence de définition précise de la population cible; et iii) l'absence de mécanisme permettant d'évaluer les résultats des programmes de réduction de la pauvreté et d'en assurer le suivi. D'après ce même rapport, ces facteurs sont aggravés par le manque de continuité des politiques des diverses administrations et par l'excessive spécialisation des programmes de réduction de la pauvreté, faute pour ces derniers de s'inscrire dans un contexte plus large.

5. Au niveau macroéconomique, les perspectives à moyen terme sont satisfaisantes au Costa Rica et, en matière d'investissement, le climat international est favorable. Le secteur agricole dynamique et diversifié du pays devrait tirer parti des possibilités offertes par les nouveaux accords commerciaux tels que l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Amérique centrale (ALEAC), et trouver des moyens de faire face aux menaces qu'ils représentent. Le gouvernement a tout à fait conscience des répercussions que pourrait avoir cette nouvelle donne et élabore une stratégie en vue de renforcer la compétitivité du pays. Un programme d'un montant de 350 millions de USD, qui doit être financé par la Banque interaméricaine de développement (BID), est l'un des aspects principaux de cette stratégie.

6. Le Costa Rica se caractérise par une répartition des terres relativement équitable et par une infrastructure et des services sociaux couvrant l'essentiel du territoire rural. L'absence de nouvelles sources durables et adaptées d'emploi et de revenu semble être la cause première de la pauvreté rurale



dans le pays. La mise en œuvre de programmes visant à stimuler la production rurale, les revenus et la création d'emplois est donc considérée comme le moyen le plus durable de réduire la pauvreté rurale. Toutes les communautés rurales du Costa Rica sont pauvres, bien que les pauvres y côtoient souvent ceux qui ne le sont pas (à quelques exceptions près concernant certains districts et zones autochtones en particulier). Cette hétérogénéité appelle des approches stratégiques différentes de la réduction de la pauvreté, en mettant particulièrement l'accent sur l'action locale. Le gouvernement a reconnu les carences de ses politiques et programmes en vigueur pour faire efficacement face à ces problèmes et souligne combien il importe de coordonner les aspects productifs et économiques de son plan actuel de réduction de la pauvreté (*Vida Nueva*).

7. Le créneau stratégique du FIDA est au Costa Rica d'appuyer la coordination des politiques et programmes de réduction de la pauvreté au niveau central entre les institutions, c'est-à-dire entre le Conseil social, les ministères d'exécution et les autres organismes publics ou privés. L'objectif est de parvenir à une répartition et à une utilisation plus efficaces des ressources pour faciliter l'exécution de programmes et projets locaux. Le gouvernement partage ce point de vue stratégique et a demandé au FIDA d'appuyer la mise en place du **cadre institutionnel et politique d'exécution du programme de développement rural et de réduction de la pauvreté**. Il faudrait créer à cette fin des systèmes innovants à l'échelon du gouvernement central dans le but de définir et de coordonner les politiques et programmes de développement rural. Le programme de développement rural et de réduction de la pauvreté comportera les éléments stratégiques ci-après: i) mettre l'accent sur la création de revenus et d'emplois en milieu rural; ii) développer le capital humain et social; iii) accorder une attention spéciale aux groupes vulnérables, en particulier au renforcement des organisations sociales et économiques des populations autochtones et des femmes.

8. Dans la sous-région de l'Amérique centrale et dans le contexte du Marché commun de l'Amérique centrale, le Costa Rica est un exemple pour ses voisins. C'est un pays à revenu intermédiaire qui s'est doté d'un système de protection sociale d'une envergure considérable et a une solide tradition démocratique. L'expérience acquise par le FIDA dans ce pays, en particulier la concertation sur le fond avec le gouvernement, pourrait être reproduite dans d'autres pays de la région. Les résultats positifs des interventions de lutte contre la pauvreté rurale pourraient favoriser la mise en œuvre de programmes et projets dans les pays voisins et engendrer des synergies positives, surtout dans les zones frontalières.

9. Sur la base des accords conclus au cours de l'élaboration du présent COSOP, le FIDA poursuivra la concertation avec le gouvernement et, en parallèle, avec d'autres institutions financières internationales, en particulier la BID du fait de sa contribution importante dans le domaine du renforcement de la compétitivité. Les principaux domaines de cette concertation sur le fond seront les suivants: i) l'harmonisation des politiques et du cadre institutionnel pour la réduction de la pauvreté; ii) la prise en compte des groupes les plus vulnérables; iii) l'amélioration de la coordination entre les donateurs, et de la compatibilité de leurs interventions; et iv) l'atténuation des effets de l'ALEAC sur les ruraux pauvres.

10. **Programme de prêts proposé.** Une situation macroéconomique stable devrait permettre la mise en œuvre de la stratégie proposée durant les dix prochaines années. Cette stratégie sera périodiquement évaluée dans le cadre de l'analyse SAFF. Le programme de prêts proposé, qui sera élaboré sur six ans, a été préparé en consultant les autorités de l'État et comportera deux composantes essentielles: i) un prêt destiné à renforcer le cadre politique (de 2 à 3 millions de USD) pour renforcer la capacité de lutte contre la pauvreté rurale; et ii) un prêt destiné à l'investissement (de 6 à 8 millions de USD) pour établir un fonds spécial en vue d'exécuter des projets pilotes et d'autres activités interdépendantes. Il est proposé d'accorder au pays un don d'un montant total de 300 000 USD pour financer une étude de la pauvreté et de son impact social et mettre en place les outils et procédures de gestion de la performance.



**RÉPUBLIQUE DU COSTA RICA**  
**EXPOSÉ DES OPTIONS ET STRATÉGIES D'INTERVENTION POUR LE PAYS**

**I. INTRODUCTION<sup>1</sup>**

1. Le présent exposé des options et stratégies d'intervention pour le pays (COSOP) a été préparé au début de cette année par une mission du FIDA en consultant les autorités de l'État. L'élaboration de ce COSOP a notamment inclus une évaluation des résultats du cadre sectoriel du développement rural, dans le cadre du système d'allocation fondé sur la performance (SAFP)<sup>2</sup>. La mission chargée de la préparation du COSOP a rencontré le Vice-Président de la République du Costa Rica, qui est responsable du programme national de réduction de la pauvreté, le Vice-Ministre du plan et de la politique économique, le Vice-Ministre de l'agriculture et de l'élevage et le Vice-Ministre de l'économie, de l'industrie et du commerce. Le chef de cabinet du Ministère des finances, ainsi que plusieurs fonctionnaires et représentants d'organisations privées (institutions financières, associations de producteurs agricoles et de paysans) ont également été consultés.

**II. LE CONTEXTE ÉCONOMIQUE, SECTORIEL ET LA PAUVRETÉ RURALE**

**A. Situation économique du pays**

2. **Le pays.** Situé en Amérique centrale, le Costa Rica est un isthme bordé à la fois par l'océan Atlantique et l'océan Pacifique, entre le Nicaragua et Panama, d'une superficie de 52 000 km<sup>2</sup>. Malgré sa taille limitée, il se caractérise par la grande diversité de ses ressources agro-écologiques et biologiques. Il se divise en 82 districts dont les autorités municipales sont autonomes et en six régions aux fins de la planification. Le pays compte au total 4 millions d'habitants (base de données mondiale sur les indicateurs du développement, 2003). Les citoyens représentent 55% de la population dont 60% vit dans la région centrale, où se situe la capitale, San José. Le Costa Rica a un taux de croissance de 1,6% par an et peut à bien des égards être considéré comme une réussite en matière de développement. C'est un pays à revenu intermédiaire dont le produit intérieur brut (PIB) par habitant était de 4 280 USD en 2003. Il peut s'enorgueillir d'être l'une des démocraties les plus stables de l'Amérique latine. Plusieurs facteurs historiques ont contribué à cette stabilité, notamment la présence et le pouvoir limités des propriétaires terriens, l'existence de mécanismes efficaces de mobilité sociale, l'abolition de l'armée en 1948 et la création et l'administration du premier État providence de la région.

3. **L'économie.** L'économie costa-ricienne est l'une des plus diversifiées de l'Amérique centrale. Le pays s'est doté d'une structure économique équilibrée dans laquelle la part du secteur primaire dans le PIB est de 8,4%. Celle de l'industrie de 28,9% et celle des services de 62,7%. Les politiques nationales prudentes menées au cours des années 80 et 90 ont permis l'ouverture graduelle de l'économie et une privatisation partielle des services publics et du secteur bancaire sans perturber les

---

<sup>1</sup> Pour de plus amples informations, voir l'appendice I

<sup>2</sup> Une mission du FIDA, dirigée par M. Ruy de Villalobos (consultant) et supervisée par M. Ladislao Rubio (responsable du portefeuille [CPM] pour le Costa Rica), s'est rendue dans le pays en février 2004. Elle a bénéficié de l'appui technique et logistique fourni par M. Jorge León (consultant principal de l'Unité régionale d'assistance technique du FIDA [RUTA], M. Ronald Meza (consultant, RUTA), Mme Carmen Morales (consultante RUTA), Mme Marije van Lidth de Jeude (responsable adjointe du programme de pays, RUTA) et M. Marco Camagni (FIDA, CPM adjoint). La mission SAFF, qui s'est rendue dans le pays en septembre 2004, se composait du CPM pour le Costa Rica, de M. Pietro Simoni (consultant) et de l'équipe du RUTA.

niveaux d'emploi et de protection sociale ni causer de déséquilibres des autres activités économiques. L'importance traditionnelle des exportations de produits agricoles (café et bananes) cède le pas aux industries informatique et électronique, aux services, aux produits agricoles non traditionnels et au tourisme. La part des exportations dans le PIB est passée de 20,8% en 1991 à 36,5% en 2000. Les exportations ont représenté en moyenne 5,5 milliards de USD au cours des cinq dernières années, la valeur des importations tournant autour de 6,7 milliards de USD. Les déficits commerciaux sont compensés par l'investissement étranger direct, à un taux d'environ 3% du PIB par an. Le PIB a fortement progressé tout au long de la plupart de la décennie 90, le taux de croissance annuel moyen étant de 5,3%.

4. Entre 2000 et 2002, la croissance réelle s'est ralentie (2%) et le déficit public s'est creusé, atteignant 5,7% du PIB. L'inflation s'est maintenue à un taux annuel d'environ 10%. L'endettement de l'État représente 51,9% du PIB. Étant donné que 60% de la dette publique est libellée en monnaie étrangère, les finances publiques sont très vulnérables en cas de réelle dépréciation du colón costaricien (la monnaie nationale) ou d'un relèvement des taux d'intérêt internationaux. Le fait qu'environ 59% des prêts internes du système bancaire soient libellés en dollars des États-Unis suscite la même inquiétude. Le Costa Rica n'a pas conclu d'accord officiel avec le Fonds monétaire international (FMI) et n'a aucun programme suivi par le personnel de ce dernier. Confronté aux déséquilibres causés par la situation budgétaire et l'endettement du pays, le gouvernement a lancé en 2002 un plan de redressement économique dont deux objectifs revêtent un caractère très prioritaire: i) la réforme des finances publiques; et ii) la conclusion, avec succès, des négociations d'un nouvel accord de libre-échange avec les États-Unis, l'Accord de libre-échange entre les États-Unis et l'Amérique centrale (ALEAC). Il a récemment pris des mesures pour réduire les risques liés aux fluctuations des taux de change dans le secteur bancaire. En 2003, le déficit public a diminué mais n'a pas atteint l'objectif de 2,5% du PIB. En 2003, la reprise économique a été impressionnante, le taux de croissance atteignant 5,7% et l'accroissement des exportations quasiment 20%.

5. À la lumière des nouveaux accords de libre-échange, le gouvernement élabore une stratégie en vue d'améliorer la compétitivité du pays. Le principal instrument de cette stratégie sera un programme d'un montant de 350 millions de USD qui sera financé par la Banque interaméricaine de développement (BID). Cette opération dite hybride<sup>3</sup> a été conçue sous forme d'un fonds polyvalent, multisectoriel et multiorganisations qui sera administré par le Ministère des finances et dont les aspects techniques seront mis en œuvre par les divers ministères et institutions de l'État.

## B. Secteur agricole

6. L'agriculture reste une activité économique importante. En 2002, elle a contribué au PIB à hauteur de 8,4% et représentait au total 31,7% des exportations et 21% des emplois. La part de l'agriculture dans le PIB a diminué au cours des 15 dernières années du fait de la croissance très dynamique enregistrée dans d'autres secteurs de l'économie. L'agriculture a néanmoins progressé au rythme satisfaisant de 2,7% par an entre 1995 et 2003. Les principales cultures sont le café (93 000 ha), la banane (49 000 ha), la canne à sucre (45 000 ha), le riz (41 000 ha), les haricots (33 000 ha), ainsi que les oranges, les fruits tropicaux (ananas), les plantes ornementales et d'autres cultures "non traditionnelles" (120 000 ha). Au cours des 15 dernières années, le secteur agricole s'est transformé. Durant près de 40 ans (1945 à 1985), une partie du secteur était axée sur l'exportation et reposait sur la production du café, de la banane et de la canne à sucre. La production de maïs, de

---

<sup>3</sup> L'opération hybride comporte un prêt concernant les politiques générales et une composante investissement. Elle financera les programmes et les projets d'institutions publiques dans le cadre de la politique nationale qui vise à stimuler la compétitivité des secteurs productifs. Le Ministère des finances sera chargé des aspects administratifs et financiers, et les ministères ou institutions compétents de l'exécution des programmes et projets. Cette opération entend accroître l'efficacité et favoriser une meilleure articulation des actions et des interventions dans le contexte des efforts mis en œuvre par les pouvoirs publics pour maîtriser leurs dépenses.

haricots, de riz et d'autres cultures vivrières, principalement cultivées par les petits et moyens exploitants, était destinée à la consommation intérieure. La production animale s'est développée grâce aux exportations de viande vers les États-Unis et au développement du marché intérieur, atteignant en 1982 environ 2,2 millions de têtes de bétail. Durant ces années, près de la moitié de l'ensemble du crédit bancaire, exclusivement octroyé par les banques publiques, était destinée au secteur agricole.

7. Au cours des dix dernières années, la superficie cultivée a augmenté de 100% tout comme la production de melons, pastèques, oranges, ananas, sabal palmettos et plantes ornementales. Près de la moitié de la superficie cultivée totale est utilisée pour les produits "non traditionnels" destinés à l'exportation. On a noté une diminution notable de la superficie consacrée à la culture des céréales traditionnelles essentielles, à savoir le maïs (moins 58%) et le haricot (moins 43%), principalement dans le secteur de la petite agriculture. La production animale a diminué de 50%, surtout dans la région de Chorotega. Les exportations de produits agricoles représentent 2 milliards de USD par an, les importations agricoles (maïs, soja, blé, riz et haricots) équivalant en moyenne au total à 0,75 milliard de USD par an. Le dernier recensement agricole (1984) faisait état de 101 900 unités de production agricole (contre 81 500 pour le recensement de 1973), soit 3,1 millions d'hectares au total. Soixante-deux pour cent environ des exploitations étaient considérées "de petite taille" ne couvrant que 5% de la superficie totale des terres agricoles.

8. Le Ministère de l'agriculture et de l'élevage coordonne et supervise toutes les institutions publiques dont l'activité est liée au secteur agricole. Le Secrétariat chargé de la planification agricole sectorielle (SEPSA) formule les politiques applicables au secteur. La Direction nationale de la vulgarisation agricole (DNEA) fournit les services d'assistance technique et de formation. Elle compte 91 agences et 388 vulgarisateurs dans tout le pays.

9. L'Institut national pour la recherche et le transfert de la technologie agricole, de création récente a la responsabilité des services de recherche agricole. L'Institut de développement agraire est chargé de la réforme agraire et du développement des zones d'agriculture paysanne et de leurs environs. Il autofinance ses programmes. Le Conseil national de la production (CNP) s'occupe de la commercialisation, de l'assurance-qualité des produits agricoles et de la sécurité sanitaire des aliments. Le Service national de l'irrigation et de la maîtrise des eaux souterraines (SENARA) est chargé des services d'irrigation et des questions se rapportant aux nappes aquifères.

10. Les services financiers destinés au secteur agricole, en particulier aux petits exploitants, se sont transformés depuis vingt ans. Dans les années 80, 50% de l'ensemble des prêts consentis étaient destinés au secteur agricole. Environ 15 000 petits exploitants étaient clients de la Banque nationale du Costa Rica (BNCR) qui, par l'intermédiaire d'un réseau de 90 comités de crédit rural, accordait des ressources non négligeables pour répondre à leur demande. En 2003, le crédit agricole représentait au total moins de 8% de l'ensemble du portefeuille de prêts. Près de 75% de prêts à l'agriculture sont accordés par des banques publiques. En termes réels, le nombre absolu de prêts accordés pour les cultures et pour l'élevage n'a pas diminué étant donné que d'autres sources de financement ont été utilisées, notamment l'industrie agroalimentaire. L'agriculture paysanne a néanmoins pâti de la réduction considérable du crédit offert par les banques. Compte tenu des effets négatifs enregistrés dans le secteur des petites exploitations, la BNCR a récemment ouvert un nouvel organisme de crédit (*Banca de Desarrollo*), qui a plusieurs des caractéristiques du financement moderne, en faveur des microentreprises et des petits exploitants. Ce programme accorde environ 40 millions de USD de prêts par an aux petits exploitants et aux microentreprises rurales et urbaines.

11. Si la population rurale augmente en chiffres absolus, son taux de croissance (1,7%) est inférieur à celui de la population urbaine (3,8%). Dans les zones rurales, on compte au total 1,56 million d'habitants (en 2000) et, d'après les estimations, 369 000 ménages, soit quatre fois plus que d'exploitations agricoles. Ces chiffres montrent qu'il existe un nombre non négligeable de ménages sans terre pratiquant l'agriculture et d'autres activités rurales extra-agricoles. Sur ces ménages,

177 391 sont dirigés par un travailleur salarié, 81 511 par un travailleur indépendant (*cuenta propistas*), 12 384 par un chef d'entreprise (*patrones*), 3 918 par un travailleur familial non rémunéré et 93 000 par un chômeur, un retraité, un étudiant ou une personne au foyer. Environ 60 000 ménages ruraux sont dirigés par un petit exploitant, 135 000 par un travailleur agricole<sup>4</sup> et 6 000 par un chef d'entreprise agricole; 45% de l'ensemble des ménages ruraux sont dirigés par une personne exerçant des activités autres que l'agriculture. Le ménage rural "typique" tire son revenu de différentes sources, associant la production agricole à d'autres activités.

12. Depuis 50 ans, le développement rural a toujours été un objectif de politique générale des gouvernements costa-riciens. Ces dernières années, les facteurs ci-après sont entrés en jeu: i) modification de l'importance des cultures (à savoir, crise touchant les céréales de base et la production caféière); ii) urbanisation rapide de la vallée centrale; iii) répercussions dans diverses régions des énormes investissements réalisés dans le tourisme; iv) réduction des services publics d'appui à la production; v) changement de politique de crédit dans le secteur agricole et, en particulier, dans celui de la petite agriculture; et vi) mise en culture de l'intégralité des terres cultivables. La population rurale dépend désormais davantage des activités économiques qui ne sont pas directement en rapport avec la production agricole. Si l'exode rural est une option pour ceux qui sont sans terre ou sans travail dans les zones rurales, il existe néanmoins de nombreux cas de diversification de l'économie rurale. Ces nouvelles activités économiques sont cruciales pour parvenir à un développement rural équilibré au Costa Rica.

### C. Pauvreté rurale

13. Le Costa Rica a enregistré des progrès significatifs en matière de réduction de la pauvreté et de l'extrême pauvreté; les indicateurs relatifs à la répartition de la richesse et des revenus y sont positifs. Un rythme satisfaisant de croissance économique, associé à des mesures prudentes de libéralisation de l'économie et à une politique sociale dynamique, y compris des investissements importants dans le développement humain, ont permis d'atteindre des niveaux relativement bons d'égalité sociale et de parité entre les sexes et ont entraîné un net recul de la pauvreté au cours des vingt-cinq dernières années. Toutefois, l'indice de la pauvreté calculé au moyen de la méthode du seuil de pauvreté monétaire stagne autour de 20% depuis dix ans. Cet indice est tombé à 18,5% en 2003 mais d'autres indicateurs, notamment de l'emploi, n'ont enregistré aucune amélioration. La proportion de la population qui vit dans une pauvreté extrême est passée de 6,2% en 1995 à 5,1% en 2003.

14. D'après le rapport de 2004 sur la situation du pays, cette stagnation a pour cause: i) la dispersion et le chevauchement des fonctions entre les institutions publiques; ii) l'absence de définition précise de la population cible; et iii) l'absence de mécanisme permettant d'évaluer les résultats des programmes de réduction de la pauvreté et d'en assurer le suivi. D'après ce même rapport, ces facteurs sont aggravés par le manque de continuité des politiques des administrations et par l'excessive spécialisation des programmes de réduction de la pauvreté, faute pour ces derniers de s'inscrire dans une stratégie plus globale.

15. L'incidence de la pauvreté est plus forte en milieu rural que dans les villes. En milieu urbain, 15,4% des ménages sont pauvres, contre 23,1% dans les zones rurales. Les taux de pauvreté extrême sont de 3,3% dans les villes et de 7,8% dans les campagnes. Au cours des dix dernières années la pauvreté a reculé à un rythme plus rapide en milieu urbain qu'en milieu rural, mais le contraire est vrai pour ce qui est de la pauvreté extrême. En outre, le rythme du recul de la pauvreté varie d'une région à l'autre. C'est dans la région centrale qu'il a été le plus rapide au cours de la décennie (moins 29%) et dans la région de Huétar Atlántico que la pauvreté a progressé (4%).

---

<sup>4</sup> Cette catégorie inclut à la fois les travailleurs permanents du secteur formel et les travailleurs occasionnels du secteur informel. Le recensement ne donne pas d'estimation pour chacun de ces groupes.

**Tableau 1. Évolution de la pauvreté et de l'extrême pauvreté**  
(pourcentage des ménages vivant au-dessous du seuil de pauvreté)

Année	Total pour le pays		Zones urbaines		Zones rurales	
	Extrêmement pauvres	Pauvres	Extrêmement pauvres	Pauvres	Extrêmement pauvres	Pauvres
1990	9,1	27,1	5,4	23,6	12,4	30,1
1995	6,2	20,4	3,7	16,1	8,3	23,9
2000	6,4	21,1	4,2	17,5	8,3	24,3
2002	5,7	20,6	3,5	17,3	8,8	25,4
2003	5,1	18,5	3,3	15,4	7,8	23,1

Source: Enquête réalisée à des fins multiples auprès des ménages - *Instituto Nacional de Estadísticas y Censos*.

16. Dans cinq régions, l'incidence de la pauvreté excède la moyenne nationale. Elle est la plus forte dans la région de Brunca, puis dans celle de Chorotega, de Huétar Norte, de Huétar Atlántico et dans la région pacifique centrale. La région centrale est la seule où le taux de pauvreté est inférieur à la moyenne nationale. De plus, des études montrent que les pauvres sont concentrés dans les zones frontalières, les zones côtières et les communautés urbaines marginales de la métropole de San José.

17. D'après les estimations, environ 40% des 83 000 ménages ruraux pauvres sont dirigés par un travailleur rural qui est dans la plupart des cas un travailleur occasionnel. Les chefs de petites entreprises représentent 3% des ruraux pauvres. Du point de vue des catégories professionnelles, la pauvreté touche presque 73% des retraités, des étudiants, des personnes au foyer et des travailleurs familiaux non rémunérés. Environ 44% des travailleurs ruraux et 35% de ceux qui ont une petite entreprise vivent dans la pauvreté. Au Costa Rica, la pauvreté est étroitement liée aux facteurs ci-après: chômage et sous-emploi, manque d'instruction, taille de la famille, sexe, localisation dans les zones frontalières, prédominance de l'agriculture et appartenance aux populations.

18. **Qui est pauvre et vulnérable au Costa Rica?** Comme dans d'autres pays d'Amérique latine, la pauvreté est plus marquée dans les zones rurales. Elle touche surtout les ménages dont le chef de famille travaille dans l'agriculture, dans une microentreprise, a un emploi domestique ou travaille à son compte, est au chômage ou sous-employé. D'après les estimations, la proportion des familles extrêmement pauvres dirigées par une femme est de 48%, contre 33% pour les familles qui ne sont pas pauvres. Les familles pauvres sont plus jeunes et ont plus de personnes à charge que celles qui ne le sont pas et n'ont pour la plupart aucun ou, dans le meilleur des cas, un seul soutien économique. Les familles pauvres sont plus nombreuses que les autres, les enfants de moins de 12 ans y étant les plus nombreux, ce qui nécessite de la part des parents un investissement plus important en temps et en argent.

19. Malgré les progrès réalisés dans la lutte contre la pauvreté, certains groupes restent pauvres, notamment les Costa-Riciens d'origine africaine et les autochtones qui sont parmi les plus démunis de la société. On estime que les ménages autochtones constituent environ 1,7% de la population totale vivant dans une pauvreté extrême. Les groupes autochtones vivent sur leur territoire et les Costa-Riciens d'origine africaine sont concentrés dans les zones les plus défavorisées du pays, principalement dans la province de Limón et ses environs immédiats. Les Costa-Riciens d'origine africaine et les groupes autochtones se caractérisent par un faible développement humain, un chômage important et un accès limité aux services d'infrastructure. Les immigrants, qui proviennent essentiellement du Nicaragua, sont un autre groupe important vivant dans la pauvreté. En 2002, d'après les estimations, près de 9% de la population totale du pays était d'origine nicaraguayenne. La plupart des immigrants vivent dans des bidonvilles et rares sont ceux qui ont accès à l'instruction.

20. On estime que 63 876 Costa-Riciens (environ 11 000 ménages) sont autochtones. Ils vivent pour la plupart dans la région de Brunca mais on en trouve aussi d'importantes communautés dans la

région de Huétar Atlántico. Ils ont leur propre culture et, dans bien des cas, leur propre langue. Une proportion de 92,4% des communautés autochtones sont pauvres. La population africaine du Costa Rica représente environ 2% de la population totale et 75% d'entre elle environ à Limón, dans la région de Huétar Atlántico. Le nombre d'étrangers vivant au Costa Rica est passé de 88 954 en 1984 à 296 461 en 2000; ils viennent pour la plupart du Nicaragua. La population d'immigrés est concentrée dans la zone métropolitaine de San José (40%) et dans le nord du pays.

21. **Promotion de la femme en milieu rural.** Le Costa Rica est l'un des pays qui a fait de remarquables progrès pour éliminer les disparités entre les sexes au cours des dernières décennies. Le taux de fécondité global est tombé de sept enfants dans les années 50 à 2,8 en 2000, d'où l'insertion plus facile des femmes sur le marché du travail. La proportion de femmes alphabétisées est supérieure à celle des hommes et la scolarisation est à peu près égale pour les filles et pour les garçons dans le primaire. Toutefois, les femmes ne représentent que 30% de la population active et, en moyenne, leurs salaires sont inférieurs à ceux des hommes dans une proportion de 14%. Un quart des ménages sont dirigés par une femme (Recensement de 2000). La probabilité de vivre dans la pauvreté, voire dans la pauvreté extrême, est plus forte pour ces ménages que pour ceux qui ne sont pas dirigés par une femme (32,5% des ménages dirigés par une femme vivent dans la pauvreté et 36,2% dans l'extrême pauvreté). De plus, les taux de chômage sont plus élevés pour les femmes. Les femmes sont plus souvent pauvres et au chômage dans les zones rurales que dans les villes. Le gouvernement a adopté une stratégie de promotion de la femme dans toutes ses politiques sociales et ses programmes de développement rural. Des objectifs spécifiques ont été définis pour que les femmes puissent tirer parti des programmes et projets de réduction de la pauvreté.

#### **D. Réduction de la pauvreté rurale: perspectives et obstacles**

22. Le Costa Rica a déployé des efforts exceptionnels pour garantir l'accès des ruraux pauvres aux avoirs productifs tels que la terre, la technologie, le crédit et les filières de commercialisation, et pour mettre en place une infrastructure sociale et des services essentiels.

23. Une série de difficultés structurelles et politiques semblent néanmoins empêcher la pauvreté rurale de reculer davantage. Toutes les terres arables sont totalement occupées; plus des deux-tiers de la population rurale n'a pas de terre et l'agriculture n'est source d'emploi et de revenu que pour la moitié de la population rurale. Les activités économiques extra-agricoles en milieu rural se sont développées, pas suffisamment cependant pour ralentir l'exode rural. En outre, des facteurs négatifs récents, tels que la baisse du prix du café et des céréales de base, ont influé sur les revenus des petits exploitants.

24. La pauvreté rurale touche l'ensemble du pays, mais à des degrés divers selon la région. Dans les communautés rurales, les pauvres côtoient souvent ceux qui ne le sont pas. Du fait de cette hétérogénéité, il convient d'adopter des stratégies différenciées pour combattre la pauvreté rurale, ce qui permettra sans doute d'offrir de nouvelles possibilités de la réduire. Étant donné que la plupart des services essentiels sont fournis par le secteur public (à savoir, éducation, soins de santé de base et services essentiels de distribution de l'eau potable et d'assainissement), le développement, le renforcement et la réorientation des divers programmes sociaux pourraient constituer le fondement d'un programme global de réduction de la pauvreté rurale.

25. Aucune source adaptée et durable d'emploi et de revenu n'existe pour les ruraux pauvres. Au Costa Rica, l'hétérogénéité des régions est l'un des obstacles principaux à l'efficacité des programmes actuels de développement rural et de lutte contre la pauvreté. Pour combattre la pauvreté rurale dans la région centrale, il faut bien comprendre ses liens avec le processus d'urbanisation, tirer parti du développement de microentreprises multisectorielles et savoir comment aborder de petits groupes de bénéficiaires potentiels mélangés à d'autres groupes sociaux. Dans la région de Huétar Atlántico, les problèmes sont liés à des considérations d'ordre culturel, à la conservation des ressources naturelles, à



l'organisation des différentes communautés autochtones et à leur interaction avec les autres groupes sociaux.

26. Un créneau important d'intervention pour le FIDA est d'aider le gouvernement à atteindre l'objectif qui consiste à faire reculer la pauvreté rurale de son niveau actuel de 23% à 20% en quatre ans, conformément à son plan de réduction de la pauvreté actuellement en vigueur (*Vida Nueva*). Le FIDA se concentrerait essentiellement sur l'appui aux programmes qui visent à faciliter l'accès aux ressources productives et aux activités génératrices de revenus.

27. Le gouvernement lance avec dynamisme des programmes visant à développer les activités économiques (agricoles et extra-agricoles) en milieu rural. Divers ministères et organismes publics mettent en œuvre des programmes de formation et de promotion des entreprises rurales, du tourisme rural, des services ruraux, créent des liens avec de gros investissements dans le secteur de tourisme ainsi que des services environnementaux et des services d'appui à la production agricole.

28. Toutes ces activités du secteur public n'ont cependant qu'un faible impact faute d'une articulation et d'une coordination appropriée des politiques et programmes concernés. Fournir un appui en vue d'harmoniser les politiques avec les programmes de développement rural innovants résoudrait cette difficulté et serait un moyen efficace de faire face à cette diversité de la pauvreté rurale.

### **E. Stratégie nationale de réduction de la pauvreté rurale<sup>5</sup>**

29. Au Costa Rica, la formulation et la mise en œuvre de mesures de lutte contre la pauvreté est une caractéristique permanente des interventions concernant la santé, l'éducation, le logement, la sécurité sociale, la nutrition des jeunes enfants et autres mesures sociales depuis les années 50 et sous les gouvernements successifs. Des politiques sociales ciblées ont également été adoptées en faveur des cas spéciaux tels que les handicapés, les femmes enceintes, les orphelins et les personnes âgées pauvres, dans le cadre général de la politique sociale. En conséquence, le Costa Rica est doté d'un réseau bien établi d'aide sociale et consacre, d'après les estimations, 1,5% de son PIB annuel pour protéger les groupes vulnérables et fournir toute une gamme de services sociaux.

30. La mise en œuvre des politiques et programmes sociaux est fortement décentralisée. De nombreuses institutions publiques participent directement à l'exécution des divers programmes, notamment: les Ministères de la santé, de l'éducation et de la sécurité sociale, du travail ainsi que du logement et des établissements humains; la Caisse costa-ricienne de sécurité sociale (CCSS); l'institut d'aide sociale (IMAS); et plusieurs autres institutions spécialisées. Les ministères (tels que le Ministère de l'agriculture et le Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce) et les institutions publiques dont les activités sont axées sur les secteurs productifs participent aux programmes destinés aux pauvres. Depuis 1992, les politiques et programmes sociaux de l'État sont coordonnés par le Conseil social, présidé par le Président de la République, avec la participation des ministères du plan et de la politique économique, des finances, de la santé, de l'éducation ainsi que du logement et des établissements humains, ainsi que des responsables des principales institutions qui fournissent des services sociaux.

31. L'administration en place a formulé le plan intitulé *Vida Nueva* pour combattre tout particulièrement la pauvreté dans les 32 districts les plus pauvres du pays (y compris les zones où la pauvreté rurale est la plus marquée). Ce plan complète le plan de développement national, qui entend tout particulièrement: i) développer le capital humain; ii) fournir des aides à la production pour créer des emplois; iii) poursuivre un développement soucieux de l'environnement; iv) assurer la sécurité des

---

<sup>5</sup> Pour de plus amples informations, voir l'appendice III.

citoyens et l'administration de la justice; et v) favoriser la transparence de la participation des pouvoirs publics et des citoyens.

32. Le plan *Vida Nueva* a pour objectif global de réduire la pauvreté de 20% entre 2002 et 2006 (de 20,6% à 16,8%). Il y est souligné qu'une meilleure articulation entre les politiques et les programmes publics est le moyen principal qui permettra d'accroître l'efficacité des dispositifs actuels de réduction de la pauvreté. Dans ce plan, le gouvernement reconnaît qu'il y a eu par le passé, et qu'il y a encore, des chevauchements et une dispersion des programmes de réduction de la pauvreté rurale et souligne que la pauvreté est avant tout un phénomène rural. Il a pour stratégie d'assurer la continuité des programmes et d'en assurer la coordination. Il donne également la priorité à l'affectation des ressources requises aux diverses activités et institutions concernées.

33. La plupart des programmes ayant trait au développement rural et à la réduction de la pauvreté ont été par le passé mis en œuvre par le Ministère de l'agriculture et/ou les organisations publiques sous la supervision du Ministère de l'agriculture. Ce dernier est l'organisme d'exécution des deux projets financés par le FIDA.

34. De nombreux ministères et institutions sont directement responsables des activités qui se rapportent aux politiques de développement rural. Le Ministère de l'économie, de l'industrie et du commerce encourage les micro-, petites et moyennes entreprises non agricoles en milieu rural aux termes d'une loi sur les petites et moyennes entreprises adoptée en 2002. Cette loi définit ces entreprises comme des unités de production constituées en personnes physiques ou morales de nature permanente et exerçant leur activité avec des ressources physiques et humaines stables dans les secteurs de l'industrie, du commerce ou des services. Les microentreprises sont celles qui ont moins de dix employés; les petites entreprises peuvent employer jusqu'à 35 personnes.

35. La conservation des ressources naturelles et les questions apparentées relèvent du Ministère de l'environnement et de l'énergie, le Ministère des travaux publics et du transport étant chargé de la voirie et de l'infrastructure rurales, et la BNCR du financement des microentreprises rurales. L'Institut national de formation assure l'instruction technique des ruraux pauvres.

36. Le présent COSOP a été préparé en liaison avec l'évaluation des résultats obtenus avec le cadre sectoriel du développement rural utilisé dans le SAFR du FIDA. L'étude du secteur a été préparée en collaboration étroite avec le Gouvernement costa-ricien, les organisations de producteurs, la société civile et les bailleurs de fonds. Les conclusions de cette analyse ont renforcé et complété les stratégies proposées dans le COSOP. Il en est ressorti que la caractéristique la plus importante du pays était la gamme vaste et solide de programmes et d'institutions publics et privés qui visaient à combattre la pauvreté. Il a cependant été observé que certaines difficultés empêchaient d'atteindre l'objectif de réduction de la pauvreté, principalement la dispersion, l'atomisation et le chevauchement des activités ainsi que le manque de coordination.

37. La présence dans le secteur rural de nombreuses institutions entraîne de plus en plus de problèmes de coordination et compromet l'efficacité des politiques de développement rural. Les problèmes de chevauchement et de manque de communication concernant les programmes sociaux sont résolus avec succès au niveau local par les conseils sociaux régionaux, mais il n'en va pas de même pour les programmes de développement rural et les autres mesures visant à stimuler l'activité économique en milieu rural.

38. Le gouvernement est conscient de ces problèmes et tente de mettre au point des mécanismes améliorés de coordination et d'exécution de ses politiques et programmes de développement rural. Compte tenu de l'approche conceptuelle adoptée pour l'opération hybride qui doit être financée par la BID (voir l'appendice V), le gouvernement a demandé au FIDA de soutenir la mise au point de

nouveaux instruments de financement flexible des initiatives de développement rural de façon à adapter ces dernières à la demande locale et à en assurer la mise en œuvre dans les meilleurs délais.

### III. ENSEIGNEMENTS TIRÉS DE L'EXPÉRIENCE DU FIDA DANS LE PAYS

39. **Interventions.** Le montant total des interventions du FIDA dans le pays est de 11,2 millions de DTS. En 1982, le FIDA a cofinancé avec la BID le projet relatif au crédit agricole, d'un montant total de 4,4 millions de DTS. L'organisme d'exécution de ce projet était la BNCR. En 1988, il a approuvé le projet de développement du crédit agricole dans la zone Nord, qu'il cofinçait avec la Banque centraméricaine d'intégration économique (BCIE) et le Gouvernement néerlandais. Le prêt a été clôturé en 1997. En 1998, le FIDA a approuvé le projet de développement agricole pour la péninsule de Nicoya, d'un montant total de 3,4 millions de DTS, qu'il a cofinancé avec la BCIE. Le Costa Rica bénéficie également des dons d'assistance technique suivants: l'Unité régionale d'assistance technique (RUTA) et le programme d'appui aux services financiers ruraux (SERFIRURAL).

40. Le projet de développement du crédit agricole dans la zone Nord a été clos en 1997 mais le gouvernement maintient grâce aux remboursements des fonds prêtés, un fonds spécial pour financer un dispositif permanent de crédit et d'assistance technique, dont bénéficient plus de 1 000 petits exploitants de la région de Huétar Norte. Le Ministère de l'agriculture et la BNCR participent à la mise en œuvre de cette activité dont les répercussions sont positives pour les revenus et le bien-être des petits exploitants.

41. L'exécution du projet de développement agricole pour la péninsule de Nicoya a démarré deux ans après l'approbation du prêt. Les retards enregistrés dans l'approbation de l'accord de prêt par le Congrès étaient aggravés par le manque d'appui accordé au projet par le Ministère des finances de l'époque.

42. **Enseignements tirés.** Les principaux enseignements tirés de l'exécution des projets de développement rural au Costa Rica sont les suivants:

- **il faut associer les principaux ministères au plus tôt**, principalement le Ministère des finances et le Ministère du plan et de l'économie. Le soutien plein et entier de ces institutions est nécessaire non seulement pour accélérer l'approbation des prêts par le Congrès mais également pour mobiliser l'appui budgétaire approprié en cours d'exécution;
- **il faut s'assurer la participation de toutes les parties prenantes.** Au Costa Rica, le développement rural nécessite l'intervention conjointe de divers ministères et de diverses organisations publiques et privées qui ont tendance à opérer individuellement, d'où la dispersion de leurs services, et de moindres avantages pour les ruraux pauvres. En l'absence d'un cadre de politique générale, les projets isolés de réduction de la pauvreté ne permettront pas de trouver de solutions durables;
- **il faut prévoir une forte participation locale à la conception et à l'exécution des projets.** Il faut étudier de près la capacité des organisations rurales locales à travailler ensemble pour éviter localement les conflits dans le cadre des programmes de développement rural;
- **il faut consacrer plus de ressources et plus de temps à la transmission de l'information aux organisations locales.** Cela doit être fait avant le lancement des projets pour que les objectifs et méthodes en soient bien compris, de façon à éviter de susciter de vaines espérances quant aux activités futures des projets qui pourraient nuire à l'exécution;

- **il faut accorder une attention particulière aux besoins des populations autochtones et des autres groupes vulnérables.** Au cours de la phase de conception des projets et des programmes, les groupes vulnérables devraient être amplement consultés et les problèmes et difficultés spécifiques rencontrés par les communautés autochtones et les populations migrantes résolus.

#### IV. CADRE STRATÉGIQUE DU FIDA

##### A. Créneau stratégique du FIDA et axes d'intervention proposés<sup>6</sup>

43. Compte tenu de la diversité de la pauvreté rurale, il convient d'adopter des approches stratégiques différenciées de la réduction de la pauvreté en privilégiant en particulier l'action locale. Le gouvernement admet à cet égard les insuffisances de ses politiques et programmes actuels. Il a reconnu que la coordination des aspects productifs et économiques du plan actuel de réduction de la pauvreté reste problématique. Le créneau stratégique du FIDA au Costa Rica serait d'appuyer la coordination entre les institutions au niveau central (par exemple entre le Conseil social et d'autres organismes gouvernementaux) en ce qui concerne les politiques et programmes de réduction de la pauvreté qui favorisent la production et l'emploi en milieu rural.

44. Le gouvernement a fait connaître cet axe majeur de sa stratégie et demandé au FIDA de l'aider à préparer une proposition en vue de définir un cadre de coordination pour ses politiques et programmes de développement rural ainsi que de créer un dispositif novateur d'accès aux ressources disponibles pour les institutions et organismes tant publics que privés.

45. Le cadre stratégique proposé pour le pays entend renforcer les **structures institutionnelles et politiques dont dispose le gouvernement pour exécuter le programme de développement rural et de réduction de la pauvreté**. Il faudra à cette fin créer des systèmes novateurs à l'échelon du gouvernement central, l'objectif étant d'assurer l'articulation et la coordination entre les politiques et programmes qui visent à stimuler la production et l'emploi dans les zones rurales. Des institutions publiques ou privées exécuteront les programmes et les projets en fonction des besoins des groupes de ruraux pauvres, en couvrant l'ensemble du pays et en privilégiant les domaines définis comme prioritaires par le gouvernement. Un système de suivi et d'évaluation fondé sur les résultats sera mis en place. Le programme de développement rural et de réduction de la pauvreté comportera les éléments stratégiques ci-après:

- a) **Améliorer les revenus et création d'emplois en milieu rural.** Cet axe stratégique a pour objectif de combattre la pauvreté rurale en créant des activités productives, des entreprises et des emplois durables dans toutes les zones rurales du pays.
- b) **Développer le capital humain et social.** Cette stratégie nécessite le renforcement des organisations des ruraux pauvres et leur formation pour leur permettre de faire mieux face aux répercussions de la nouvelle donne commerciale internationale.
- c) **Accorder une attention spéciale aux groupes vulnérables.** On privilégiera le renforcement des organisations sociales et économiques des populations autochtones et des femmes en formant leurs responsables et en leur fournissant des services d'appui. Le but ultime est d'accroître l'autonomie de ces communautés et de leurs organisations locales.

46. Les axes stratégiques proposés pour le Costa Rica sont conformes à la stratégie régionale du FIDA pour l'Amérique latine et les Caraïbes dans la mesure où ils ont les objectifs suivants:  
i) démarginaliser les pauvres, en particulier les groupes vulnérables tels que les Costa-Riciens

---

<sup>6</sup> Pour de plus amples renseignements, voir l'appendice IV.

d'origine africaine et les communautés autochtones; ii) tirer parti des possibilités commerciales, en particulier dans le contexte de l'ALEAC; iii) engager le dialogue sur le fond en vue de mettre en place les cadres macroéconomique et institutionnel adaptés, en collaboration avec d'autres institutions financières internationales (IFI); et iv) développer les partenariats, en particulier avec la BID, dans le domaine du développement de la compétitivité. Les questions se rapportant à l'environnement et à la promotion de la femme seront des thèmes transversaux du programme de prêt proposé.

### B. Domaines de concertation

47. D'après la mission chargée d'élaborer le COSOP, les domaines sur lesquels devrait porter la concertation sont les suivants:

- **Harmonisation des politiques et du cadre institutionnel visant à réduire la pauvreté rurale.** Dans ce contexte particulier, on veillera à recenser de nouvelles options productives pouvant être mises en œuvre dans le secteur rural, par exemple en matière de création d'emplois. On examinera les questions spécifiques se rapportant aux dépenses sociales en faveur des pauvres et des groupes vulnérables. La préoccupation principale sera de faire en sorte que les nouvelles politiques et les nouveaux cadres mis en place soient favorables aux pauvres.
- **Garantir la participation des groupes les plus vulnérables.** On accordera une large place aux groupes vulnérables tels que les Costa-Riciens d'origine africaine et les populations autochtones, auxquels s'adressent désormais plusieurs programmes gouvernementaux. Le FIDA fera connaître aux autorités l'expérience qu'il a acquise dans d'autres pays de la région, en soulignant les pratiques optimales.
- **Améliorer la coordination et la compatibilité des activités entre les donateurs.** Il n'existe au Costa Rica aucun dispositif officiel de coordination de l'aide; le gouvernement coordonne directement les programmes d'aide avec chacun des donateurs. Mais il faudrait s'assurer que le programme de prêts du FIDA soit compatible avec les objectifs à court et moyen terme de la BID et avec le projet proposé par la Banque mondiale pour le secteur agricole, d'un montant de 15 millions de USD, qui doit démarrer en 2007 pour préparer le secteur de l'agriculture paysanne à absorber les effets de l'ALEAC.
- **Atténuer les effets de l'ALEAC pour les ruraux pauvres.** Les effets des traités commerciaux sur le secteur agricole, en particulier sur les ruraux pauvres, devraient être surveillés de près. On pourra ainsi tirer des enseignements utiles sur les avantages et les possibilités offertes par cette nouvelle donne, en éviter les effets négatifs et prendre des mesures appropriées pour en atténuer les répercussions sur les groupes vulnérables, le cas échéant.

48. Le FIDA tentera de lancer le dialogue avec d'autres IFI. La concertation avec la BID revêt une importance particulière étant donné que cette institution progresse dans la conception et l'exécution de son programme d'amélioration de la compétitivité en lançant des activités visant à appuyer le secteur productif privé, à aider les entreprises à s'adapter à la libéralisation des échanges par le biais d'activités de développement rural et à venir en aide aux secteurs touchés. De plus, en collaboration avec la BID, le FIDA lancera la concertation sur la question de la décentralisation et préparera le passage à un programme fondé sur la performance.

### C. Principales possibilités d'innovation et d'intervention des projets

49. La politique en vigueur de réduction de la pauvreté rurale au Costa Rica et la mise en œuvre de l'ALEAC ouvrent la voie aux interventions du FIDA. Elles constituent un cadre général qui permettra

de consolider le rôle du FIDA en tant que partenaire actif pour développer l'innovation dans le développement rural au Costa Rica et dans la région de l'Amérique centrale. Le gouvernement envisage la participation du FIDA de la manière suivante:

- **Consolidation et renforcement du plan institutionnel de coordination des politiques et programmes de réduction de la pauvreté rurale.** Le FIDA devrait stimuler la production et l'emploi en milieu rural dans le cadre du programme de développement rural et de réduction de la pauvreté.
- **Adoption de caractéristiques novatrices utilisées ailleurs par le FIDA.** Divers traits novateurs ont été introduits dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes (ALC) dans les domaines ci-après: i) développement des marchés et services financiers ruraux; ii) développement des services spécialisés autres que financiers en fonction de la demande; iii) appui aux communautés autochtones; et iv) appui à la formation de capital social en milieu rural. Le recours aux transferts financiers aux groupes bénéficiaires sur une base concurrentielle et la conclusion de contrats avec les communautés sont d'autres innovations qui pourraient avoir des effets positifs sur les moyens de subsistance des ruraux pauvres au Costa Rica.
- **Aide visant à accroître la capacité d'adaptation du secteur agricole à la nouvelle donne.** Il faudra à cette fin: i) aider les petits producteurs à s'adapter au nouvel environnement; ii) favoriser le développement des micro et des petites entreprises en milieu rural; et iii) améliorer le contexte socioéconomique dans les zones frontalières du Nord où le développement humain est très faible.

#### **D. Possibilités d'élargissement et de partenariat avec les ONG et le secteur privé**

50. Il existe dans le pays de nombreuses organisations locales qui ne sont plus de simples conseils agricoles locaux mais se sont transformées en coopératives, syndicats, associations agricoles et divers dispositifs mixtes publics et privés bien développés dans plusieurs secteurs agro-industriels. Il y a dans le pays environ 90 coopératives agricoles comptant plus de 52 000 membres, 81 associations de développement communautaire (une dans chaque district) qui ont environ 15 000 sociétaires, des associations de solidarité qui ont plus de 22 000 membres dans les zones rurales et plusieurs organisations agricoles. Les petits exploitants se regroupent au sein de l'Union nationale des producteurs agricoles (UPANACIONAL) et de la *Mesa Campesina* (Conseil paysan), qui compte environ 20 000 membres.

51. Il y a au Costa Rica 100 organisations non gouvernementales (ONG) enregistrées qui travaillent dans le secteur social et mettent en œuvre des programmes de développement. La plupart d'entre elles ont des activités dans les zones rurales. Ces organisations se sont développées au cours des années 80 avec une aide considérable de donateurs bilatéraux. Certaines ONG sont restées fiables et fournissent des services d'appui financiers et autres à la population rurale. Il existe sur le marché costa-ricien de solides connaissances et compétences professionnelles pour entreprendre les programmes de développement rural avec les ONG. À l'avenir, il faudra prendre en compte lors de la conception des projets les atouts et les carences du secteur des ONG qui concernent la stratégie globale de réduction de la pauvreté rurale. La participation des entreprises agro-industrielles et exportatrices du secteur privé sera plus ciblée au fur et à mesure de l'ouverture des marchés, ce qui se répercutera sur les politiques de développement rural et les moyens de subsistance des ruraux pauvres.

#### **E. Liens stratégiques possibles avec d'autres donateurs et institutions**

52. Au total, le portefeuille d'interventions financées au Costa Rica par des IFI représente un engagement de 1,3 milliard de USD. Les principaux partenaires du FIDA sont présentés ci-après.

53. **La Banque interaméricaine de développement.** La BID est le premier bailleur de fonds du Costa Rica, avec un engagement total net de 603 millions de USD, pour financer dix projets en cours d'exécution. Le programme de régularisation du cadastre et de l'enregistrement des propriétés a notamment des conséquences importantes pour le développement rural puisqu'il permet de légaliser de nombreux titres de propriété. La stratégie d'assistance de la BID au Costa Rica pour la période 2003-2006 a récemment été approuvée. Le programme comporte, dans un premier temps, une opération hybride de 350 millions de USD pour appuyer les réformes budgétaires requises pour instaurer un environnement macroéconomique stable, et pour financer les investissements publics dans plusieurs secteurs, administrer le commerce extérieur, mettre sur pied une stratégie de la concurrence et aider les petites et moyennes entreprises à s'adapter à la libéralisation du commerce. À l'heure actuelle, la BID n'intervient pas dans le secteur agricole. Toutefois, un prêt de 15 millions de USD pour financer la modernisation des services de vulgarisation agricole est en cours d'approbation par le congrès.

54. **La Banque centraméricaine pour l'intégration économique.** La BCIE est le deuxième bailleur de fonds du Costa Rica, avec un portefeuille d'un montant global d'environ 580 millions de USD, qui comprend dix projets en cours d'exécution, dont le projet de développement agricole pour la péninsule de Nikoya, cofinancé par le FIDA. À l'heure actuelle, la BCIE envisage de financer le projet de modernisation des services d'irrigation, qui est en cours de formulation avec l'aide de l'Institut interaméricain de coopération pour l'agriculture (IICA). D'autres interventions dans les zones frontalières sont à l'étude, ainsi que des projets qui entendent relier les investissements dans le tourisme et les zones rurales.

55. **La Banque internationale pour la reconstruction et le développement.** La Banque mondiale est un bailleur de fonds relativement mineur au Costa Rica. Après plus de cinq ans d'absence, elle a maintenant deux projets en cours d'exécution, d'un montant total d'environ 60 millions de USD, compte non tenu des projets financés par des dons accordés au titre du Fonds pour l'environnement mondial (FEM). La stratégie d'aide aux pays récemment élaborée propose un cycle de six projets pour les cinq années à venir, d'un montant total d'environ 200 millions de USD, y compris un projet d'appui à l'agriculture qui sera mis en œuvre en 2007.

56. **La Société andine de développement.** Les activités de la Société andine de développement visent à appuyer l'infrastructure, principalement dans les zones de Santa Clara, de Puerto Limón et de Sixaola. Une assistance technique serait également accordée pour préparer les études de l'impact sur l'environnement des projets d'infrastructure.

57. La mission chargée de l'élaboration du COSOP a rencontré des représentants des IFI susmentionnées. Un consensus général s'est dégagé quant à leur volonté d'aider le gouvernement en appuyant les projets ciblés sur les groupes ruraux les plus vulnérables. En particulier, la BCIE et la Société andine de développement sont intéressées par le cofinancement des interventions futures du FIDA dans le pays. La BID s'est dite intéressée par la coordination des activités dans le domaine global des programmes de développement rural.

#### **F. Mesures visant à améliorer la gestion du portefeuille**

58. Le FIDA a procédé à la fin de 2002 à un examen du projet de développement agricole pour la péninsule de Nikoya. Il a noté des retards dans l'exécution de plusieurs de ses composantes ainsi qu'un manque d'efficacité de plus en plus marqué essentiellement dû aux problèmes de gestion. Plusieurs recommandations ont été formulées et transmises aux autorités du Ministère de l'agriculture et du Ministère des finances. Le projet a reçu l'aide du RUTA pour améliorer l'exécution. En 2003, le Ministère des finances, en tant que membre du comité de pilotage du projet, a entrepris une révision du projet qui a donné des résultats satisfaisants. L'exécution s'est améliorée et plusieurs objectifs ont été atteints ces derniers mois. Le gouvernement a lancé une expérience pilote dans le cadre du projet

de développement de l'agriculture pour la péninsule de Nikoya en vue de développer les micro et petites entreprises rurales afin d'assurer la pérennité des activités lancées par le projet après le retrait du FIDA.

59. Pour éviter les difficultés d'exécution, le FIDA devrait dès le départ s'assurer la participation des principaux ministères afin d'améliorer la performance et de garantir l'appui direct des institutions nationales de contrepartie pour réduire les délais d'approbation des opérations futures par le congrès.

60. Il faudrait également veiller à assurer une participation dynamique et efficace des organisations locales et nationales des bénéficiaires et consacrer plus de ressources et de temps à la transmission de l'information aux organisations locales pour éviter de susciter de vaines espérances.

61. Afin d'éviter les longs délais entre la signature et l'entrée en vigueur des prêts, il conviendrait de définir avec plus de précision le cadre institutionnel pour l'exécution des projets et d'assurer une meilleure articulation avec les autres programmes, projets et activités des institutions participantes. À cette fin, le FIDA, en collaboration étroite avec le gouvernement, renforcera et encouragera tous les dispositifs permettant une telle articulation entre les projets et les institutions au stade de la conception des opérations futures liées au programme de développement rural et de réduction de la pauvreté. Le système de gestion des résultats et de l'impact (SGRI) servira à évaluer les résultats des interventions futures.

### **G. Cadre indicatif de financement et programme de travail à horizon mobile**

62. **Programme de prêt.** Le programme de prêt proposé a été préparé en consultant les autorités du pays et compte tenu des résultats de l'évaluation sectorielle des politiques et des institutions réalisée dans le cadre du SAFFP du FIDA. Les grands axes du programme entendent renforcer le cadre institutionnel et opérationnel en vue d'harmoniser les politiques et programmes de réduction de la pauvreté rurale, dans le contexte plus large de l'action de réduction de la pauvreté dans le pays, ainsi qu'introduire les caractéristiques novatrices déjà utilisées par le FIDA dans d'autres parties de la région LAC. Au cours des dix années à venir, la stabilité de l'environnement macroéconomique devrait permettre de mettre en œuvre la stratégie proposée, qui sera périodiquement évaluée dans le cadre d'une analyse SAFFP.

63. Le programme proposé, qui sera élaboré sur une période de six ans, financerait le renforcement des politiques et des institutions chargées de la réduction de la pauvreté ainsi que la création d'un fonds spécial pour la formation et les sous-projets pilotes qui entendent répondre aux besoins des groupes vulnérables en fonction de la demande. Un don sera également envisagé pour poursuivre le travail d'étude de l'impact social et la gestion du programme fondée sur la performance.

- **Prêt relatif aux politiques (2 à 3 millions de USD).** Cette composante du programme de prêt aura pour objectif de renforcer: i) la capacité du Conseil social en intégrant davantage l'information relative à l'exécution des projets et programmes sociaux, dans le contexte plus large de l'action de réduction de la pauvreté; ii) la capacité de planification des projets et des programmes pour qu'ils correspondent aux objectifs à long terme; iii) la qualité des résultats des institutions privées et publiques en matière de planification et d'exécution des projets et des programmes, y compris les procédures et dispositifs de suivi et d'évaluation.
- **Prêt destiné à l'investissement (6 à 8 millions de USD).** Cette composante a pour objectif de fournir, sous forme d'un fonds spécial, un moyen d'exécuter les projets pilotes et de mettre en œuvre les autres innovations en matière de formation, de suivi des résultats, d'exécution décentralisée et d'audit social.



- **Don (300 000 USD).** Ce don financerait: i) une étude de la pauvreté et des répercussions sociales de la libéralisation du commerce pour les petits producteurs; et ii) l'introduction des procédures de gestion fondée sur les résultats et la normalisation des outils de suivi et d'évaluation.

64. Le tableau ci-dessous présente les déclencheurs de performance résultant de l'évaluation des politiques et des institutions sectorielles qui a été menée dans le cadre des activités SAFFP.

**TABLEAU 2: DÉCLENCHEURS DE PERFORMANCE ISSUS DE L'ÉVALUATION DES POLITIQUES ET DES INSTITUTIONS SECTORIELLES**

Scénario de prêt	Déclencheurs de performance <sup>7</sup>
Le pire	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Aucun cadre de coordination des politiques et des programmes n'a pas été mis en place (Indicateurs A i) du cadre sectoriel du développement rural – environnement juridique et politiques des organisations rurales - E i) allocation et gestion des ressources publiques destinées au développement rural).</li> <li>• Limitations et restrictions de la participation et de l'accès aux ressources du programme de développement rural et de réduction de la pauvreté imposées par les organisations de producteurs et la société civile (Indicateurs A i) et A ii) du cadre sectoriel du développement rural concernant l'environnement politique et juridique des organisations rurales et le dialogue entre le gouvernement et les organisations rurales.</li> <li>• Évaluation négative des résultats et de la comptabilité des programmes et projets financés (Indicateurs de l'examen de la performance du portefeuille de projets).</li> <li>• Nette réduction du budget et des dépenses des programmes de développement rural en termes d'allocation et de gestion des ressources publiques destinées au développement rural (Indicateurs E i) du cadre sectoriel du développement rural).</li> <li>• Absence de mécanismes et de politiques complémentaires d'appui au secteur telle que mise en évidence par l'environnement politique et juridique des organisations rurales et l'allocation des ressources publiques destinées au développement rural (Indicateurs A i) et E i) du cadre sectoriel du développement rural).</li> </ul>
Situation de référence	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le gouvernement maintient ses priorités en matière de politique générale et d'affectation des ressources (Indicateurs A i) et E i) du cadre sectoriel du développement rural).</li> <li>• Le système de coordination des politiques et des programmes fonctionne normalement (Indicateurs A i) et E i) du cadre sectoriel du développement rural).</li> <li>• L'allocation des ressources est transparente et adaptée à la situation et l'évaluation des programmes et des projets financés par le programme de développement rural et de réduction de la pauvreté donne des résultats satisfaisants en ce qui concerne l'obligation de rendre des comptes, la transparence et la corruption en milieu rural (Indicateurs E ii) du cadre sectoriel du développement rural).</li> <li>• La mise en œuvre de la politique macroéconomique maintient ou accroît la compétitivité des produits nationaux (Indicateurs nationaux).</li> </ul>
Le meilleur	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Le programme de développement rural et de réduction de la pauvreté renforce son action et parvient à mobiliser les ressources supplémentaires provenant des fonds de coopération nationaux, bilatéraux ou indicateurs multilatéraux (Indicateurs A i) et E i) du cadre sectoriel du développement rural).</li> <li>• La formulation et la coordination des politiques sont harmonieusement dirigées (Indicateur A i) du cadre sectoriel du développement rural).</li> <li>• Le système est en cours d'institutionnalisation (Indicateur A i) du cadre sectoriel du développement rural).</li> </ul>

<sup>7</sup> L'année de référence est 2004. Les conditions s'appliquant au cadre sectoriel du développement rural sont celles du SAFFP.



APPENDIX I

COUNTRY DATA

COSTA RICA

<b>Land area (km<sup>2</sup> thousand) 2002 1/</b>	51	<b>GNI per capita (USD) 2002 1/</b>	4 070
<b>Total population (million) 2002 1/</b>	3.94	<b>GDP per capita growth (annual %) 2002 1/</b>	1.2
<b>Population density (people per km<sup>2</sup>) 2002 1/</b>	77	<b>Inflation, consumer prices (annual %) 2002 1/</b>	9
<b>Local currency</b> Costa Rican Colon (CRC)		<b>Exchange rate: USD 1 =</b>	CRC 420
<b>Social Indicators</b>		<b>Economic Indicators</b>	
Population (average annual population growth rate) 1996-2002 1/	2.0	GDP (USD million) 2002 1/	16 837
Crude birth rate(per thousand people) 2002 1/	20	Average annual rate of growth of GDP 1/ 1982-1992	4.4
Crude death rate (per thousand people) 2002 1/	4	1992-2002	4.6
Infant mortality rate (per thousand live births) 2002 1/	9	Sectoral distribution of GDP 2002 1/	
Life expectancy at birth (years) 2002 1/	78	% agriculture	8
Number of rural poor (million) (approximate) 1/	n/a	% industry	30
Poor as % of total rural population 1/	n/a	% manufacturing	22
Total labour force (million) 2002 1/	1.60	% services	62
Female labour force as % of total 2002 1/	32	Consumption 2002 1/	
<b>Education</b>		General government final consumption expenditure (as % of GDP)	15
School enrolment, primary (% gross) 2002 1/	108 /a	Household final consumption expenditure, etc. (as % of GDP)	68
Adult illiteracy rate (% age 15 and above) 2002 1/	4	Gross domestic savings (as % of GDP)	17
<b>Nutrition</b>		<b>Balance of Payments (USD million)</b>	
Daily calorie supply per capita	n/a	Merchandise exports 2002 1/	5 258
Malnutrition prevalence, height for age (% of children under 5) 2002 3/	6 a/	Merchandise imports 2002 1/	7 175
Malnutrition prevalence, weight for age (% of children under 5) 2002 3/	5 a/	Balance of merchandise trade	-1 917
<b>Health</b>		Current account balances (USD million)	
Health expenditure, total (as % of GDP) 2002 1/	7 a/	before official transfers 2002 1/	-1 221
Physicians (per thousand people) 2002 1/	n/a	after official transfers 2002 1/	-946
Population using improved water sources (%) 2002 3/	95 a/	Foreign direct investment, net 2002 1/	628
Population with access to essential drugs (%) 2002 3/	95-100	<b>Government Finance</b>	
Population using adequate sanitation facilities (%) 2002 3/	93 a/	Overall budget balance (including grants) (as % of GDP) 2002 1/	-1 a/
<b>Agriculture and Food</b>		Total expenditure (% of GDP) 2002 1/	24 a/
Food imports (% of merchandise imports) 2002 1/	8	Total external debt (USD million) 2002 1/	4 834
Fertilizer consumption (hundreds of grams per ha of arable land) 2002 1/	5 687 a/	Present value of debt (as % of GNI) 2002 1/	31
Food production index (1989-91=100) 2002 1/	152	Total debt service (% of exports of goods and services) 2002 1/	9
Cereal yield (kg per ha) 2002 1/	4 111	Lending interest rate (%) 2002 1/	26
<b>Land Use</b>		Deposit interest rate (%) 2002 1/	12
Arable land as % of land area 2002 1/	4 a/		
Forest area as % of total land area 2002 1/	39 a/		
Irrigated land as % of cropland 2002 1/	21 a/		

a/ Data are for years or periods other than those specified.

1/ World Bank, *World Development Indicators* database CD ROM 2004

3/ UNDP, *Human Development Report*, 2004

a/ Data are for years or periods other than those specified.

## LOGICAL FRAMEWORK

Summary	Verifiable Indicators	Means of Verification	Assumptions/Risks
<p><b>Strategic Framework Goal</b></p> <p>Rural poor men and women, including indigenous population, has improved income and rural employment facilities and social capital by better integrating their economies into national/regional market</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No of households increase assets ( anchor indicator of RIMS)</li> <li>• % of reduction in the prevalence of child nutrition (anchor indicator RIMS)</li> <li>• Vulnerable groups have increased access and greater participation in national and regional markets.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• State of the Nation Annual Reports</li> <li>• Studies on poverty.</li> <li>• National household surveys.</li> <li>• Natural resources management reports.</li> <li>• National MDGs studies.</li> </ul>	
<p><b>Strategic objective for Costa Rican Country Programme</b></p> <p>An institutional framework for the coordination of rural poverty reduction policies and programmes that promote production and employment in rural is strengthened.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Increase in the number of poverty oriented programmes and projects carried out by public and private institutions that are implemented in a coordinated and coherent manner.</li> <li>• Degree of active participation of rural poor, especially indigenous communities, and their organization in local, regional decision making process.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Performance evaluations of strategic initiatives and programmes.</li> <li>• Impact assessments of strategic initiatives and programmes.</li> <li>• Official documents (i.e. Legal Acts, Decrees, etc.) establishing new institutional arrangements.</li> <li>• Participatory impact assessments.</li> <li>• PBAS</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The GOCR's agenda for rural development and poverty alleviation keeps its high priority.</li> <li>• National development policies and sound macroeconomic conditions maintained.</li> </ul>

Summary	Measurable Indicators	Learning System	Assumptions/Risks
<p><b>Strategic development thrusts for Costa Rica</b></p> <p>Income and Rural Employment Generation at regional level created</p> <p>Human and rural social capital in all regions strengthened and developed.</p> <p>Indigenous communities and women's social and economic organizations supported in capacity building and market integration.</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Number of enterprises and business opportunities created</li> <li>• Number of rural SMEs increased</li> <li>• No. of programmes of SME promotion in MEIC, and MAG at regional level successfully implemented.</li> <li>• No. of rural workers (esp. youth) and rural potential micro-entrepreneurs trained in a coordinated manner with potential new productive initiatives.</li> <li>• Increased coverage of rural financial non-financial services.</li> <li>• No. of local organizations for national/regional decision making process strengthened</li> <li>• No of rural poor trained to improve labour skills</li> <li>• Increase of gender equality at local institutions and organizations</li> <li>• Increased number of rural poor organizations engaged in profitable agricultural and non-agricultural production</li> <li>• No. of indigenous communities and women's social and organizations involved in regional, local planning and economic initiatives functioning</li> <li>• % rural poor (esp. indigenous and women) accessed by rural markets, financial and technical services</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• M&amp;E Systems of RDPR programme.</li> <li>• Annual Project Portfolio Performance Review.</li> <li>• Evaluation results of OE.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Social deficits causing rural poverty attended by complementary measures.</li> </ul>
<p><b>Key activities:</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Establish policy dialogue for implementing RDPP programmes and projects.</li> <li>• Design IFAD rural poverty reduction programmes and projects.</li> <li>• Implement rural poverty reduction programmes.</li> <li>• Support the GOCR to monitor RDPR programmes.</li> <li>• Establish partnership to implement RDPR programmes (CABEI/CAF).</li> </ul>			

### STRENGTHS, WEAKNESSES, OPPORTUNITIES AND THREATS (SWOT) ANALYSIS

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
<b>Government's Social Council</b> (SGC – Consejo Social Gobierno de Costa Rica)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The Vice-President of the Republic functions as the President of the Social Council and as the Minister of Planning ensures highest-level political decisions and coordination.</li> <li>• Strategic vision and authority over many Ministries and institutions.</li> <li>• All Ministries for social areas are part of the SGC.</li> <li>• Strong links with the Economic Council, including Ministry of Finance and the Central Bank.</li> <li>• Leadership and continuity of the Council.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Functions are centred on the Vice-President.</li> <li>• Lack of sufficient technical staff directly responsible to the Vice-President.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The main opportunities rely in the high political level of SGC and its power for orienting and reforming existing policies and programmes.</li> <li>• The main risks are associated to unexpected political changes and the consequent delays in programmes execution.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The long Costa Rican tradition in the implementation of social policies has produced specialised agencies for different sectors (i.e. health, education, housing, work, training, social assistance, etc.). This situation requires a powerful coordination body with authority over the different Ministries and institutions. This is the SGC role.</li> </ul>
<b>Ministry of Finance</b> (MH – Ministerio de Hacienda)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Coordination with other areas including a high link with the Social and Economic Councils.</li> <li>• Prepares the National Budget on a yearly basis and approves all externally-financed programmes and projects.</li> <li>• Recognized leadership by other areas of GOCR.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insufficient technical knowledge in various social and economic development areas.</li> <li>• Resource allocation priorities do not always depend on economic net benefits.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The present Financial Administration Law provides MH with strong power for resource allocation of GOCR budget.</li> <li>• Main risks related to the lack of enough information for adequate and timely resource allocation for rural development programmes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The MH is now the main GOCR institution for decisions regarding budget allocations and external financing.</li> <li>• This Ministry would finally approve any new IFAD operation in the country.</li> </ul>

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
<p><b>Ministry of National Planning</b></p> <p>(MIDEPLAN – Ministerio de Planificación Nacional)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Responsible for the formulation, monitoring, and evaluation of the National Development Plan.</li> <li>• Responsible for the supervision of public institutions activities (Financial Administration Law).</li> <li>• Responsible for the coordination of the Regional Committees where all other Ministries have their seats.</li> <li>• Member of the COFIN that authorizes the negotiation of external credits and approves external investment, before MH approval.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited physical presence at a regional level.</li> <li>• Overlapping of coordinating functions with other GOCR bodies (councils).</li> <li>• Need for better coordination with MH.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Strong present links with the Social Council and the Vice Presidency of the Republic.</li> <li>• Sponsor of the regional approach for rural and social development.</li> <li>• Main risks associated to political changes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• From 1990 to 1994 MIDEPLAN was dismantled due to political decisions.</li> <li>• During the present administration MIDEPLAN's role is stronger in terms of regional planning and coordination of GOCR activities.</li> <li>• MIDEPLAN was the executing agency for the IFAD-funded PPZN project. It still participates in PPZN's inter-institutional commission.</li> </ul>
<p><b>Ministry of Economy, Industry and Commerce</b></p> <p>(MEIC – Ministerio de Economía, Industria y Comercio)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Legal Act No. 8262 for fostering of Small and Medium Enterprises (SMEs) designated MEIC as the main authority for this purpose (rural SMEs included).</li> <li>• Committed technical and political teams.</li> <li>• Willingness to establish partnerships with other public and private institutions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited financial and technical resources</li> <li>• Limited regional presence.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Main opportunities given by the fact that MEIC is starting fostering rural SMEs with very motivated staff and open views to innovative mechanisms.</li> <li>• Risks come from political changes and the lack of institutional resources.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• A General Directorate (DIGEPYMES) has recently been established for fostering SMEs.</li> <li>• MEIC wants to establish agreements with other Ministries (MAG, MINAE, etc.), as well as programmes and projects of the public and private sectors in rural areas.</li> </ul>

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
<p><b>Ministry of the Environment and Energy</b></p> <p>(MINAE – Ministerio de Ambiente y Energía)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regional presence.</li> <li>• Awareness of rural development linkages with natural resources conservation.</li> <li>• Special tools for rural development and natural resources conservation (ongoing programmes of environmental services, indigenous and biodiversity conservation).</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insufficient financial, human, and technical resources.</li> <li>• Lack of coordination with MAG.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Leadership in legislation, agreements and national and international environmental treaties.</li> <li>• Main risks come from political changes and lack of resources.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National Environmental Strategy still in progress.</li> </ul>
<p><b>Ministry of Agriculture and Livestock</b></p> <p>(MAG – Ministerio de Agricultura y Ganadería)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regional presence through 91 agricultural services agencies that coordinate various public support services.</li> <li>• Leadership of participative processes for the identification and implementation of rural development processes.</li> <li>• Experienced extension staff (388) with knowledge of local issues and opportunities.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Too long transition period to outsourcing of extension services have weakened quality of services.</li> <li>• Budget reductions limiting operations in the last years.</li> <li>• Lack of coordination with new agents in rural development (MEIC, MINAE, etc.).</li> <li>• Overlapping of different programmes (i.e. DNEA and RDP).</li> <li>• Operative weakness of the central and regional infrastructure.</li> <li>• Lack of training programmes for technical staff.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Main opportunities stem from the well-established regional presence of the DNEA and the possibility of strengthening its services with other institutions.</li> <li>• Main risks come from political changes and the lack of budgetary allocations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MAG is the institution in charge of executing PRODAPEN.</li> </ul>



Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
<b>Sectoral Agricultural Planning Secretariat of MAG</b>  (SEPSA – Secretaría de Planificación Sectorial y Agropecuaria)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Experienced personnel in sectoral studies and analysis.</li> <li>• Strategic alliances to obtain trustable statistics despite the lack of agricultural census.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Insufficient personnel to manage the databases and statistics.</li> <li>• Little personnel trained in policy analysis.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Advantages for monitoring the execution of agricultural policies and interinstitutional coordination.</li> <li>• Risks of organisational changes in MAG.</li> </ul>	
<b>National Irrigation and Underground Water Service</b>  (SENARA – Servicio Nacional de Riego y Avenamiento)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• National coverage.</li> <li>• Specialized personnel.</li> <li>• Institutional experience.</li> <li>• Capacity to execute projects.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Economic dependence from other institutions (transfers).</li> <li>• Weak communication and internal coordination.</li> <li>• Weak monitoring and evaluation of the projects.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Expanded and improved irrigation areas are essential for the development of agriculture and numerous small farmers.</li> <li>• Political changes may affect SENARA operations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CABEI is formulating a project for the modernisation of SENARA services and administration.</li> </ul>
<b>National Production Council</b>  (CNP – Consejo Nacional de Producción)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Regional representation.</li> <li>• Experienced personnel.</li> <li>• Specialization areas in marketing, agribusiness, quality of agricultural products and food security.</li> <li>• Established facilities for the processing, storage, and conservation of all grains and seeds in all regions of the country.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Institutional databases not decentralized and not updated.</li> <li>• Insufficient budget.</li> <li>• Centralized decision-making process.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Take advantage of experiences and institutional knowledge.</li> <li>• The financial situation of the institution is leading to a reduction of the current programmes and personnel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• CNP future role is under study.</li> </ul>

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
<b>Agrarian Development Institute</b>  (IDA – Instituto de Desarrollo Agrario)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualified and experienced personnel.</li> <li>• Concentration of efforts in settlements of small holders.</li> <li>• Significant progress in planning, monitoring, and evaluation.</li> <li>• Constant presence in the rural settlements.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack of balance between the regional resources and the problems and demands of the regions.</li> <li>• Lack of monitoring and evaluation of the regional actions.</li> <li>• Low investment recovery and credit granted to the settlements.</li> <li>• Weak interinstitutional coordination mechanisms.</li> <li>• Deficient databases of the development of the settlements.</li> <li>• Insufficient resources for the purchase of lands.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Existence of communal organizations and producers in the settlements covered provides basis for priority rural development programmes.</li> <li>• Lack of resources and political changes affect IDA's effectiveness.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• IDA has been a major agent in rural reform and in the settlement of thousands of small farmers in the country.</li> </ul>
<b>Costa Rican Institute for Fishing and Aquiculture</b>  (INCOPECA – Instituto Costarricense de Pesca y Acuicultura)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Qualified professional personnel.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Weak control and administration.</li> <li>• Operative weakness in the regional field.</li> <li>• Weak coordination with the agricultural sector.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Important agency for artisanal fishermen support.</li> <li>• Limited resources are the main risk for effective operations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• No ICOPESCA involvement in PRODAPEN.</li> </ul>
<b>National Agricultural Technology Innovation Institute</b>  (INTA – Instituto Nacional de Innovación de Tecnología Agropecuaria)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Highly experienced personnel.</li> <li>• Legal frame to formulate strategic alliances.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Very new institution.</li> <li>• Scarce resources for research.</li> <li>• Lack of training programmes for personnel.</li> <li>• Lack of coordination with demand.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• It has a flexible legal framework for decision-making process and financial resources management.</li> <li>• Changes in political decisions and decrease in the financial resources for research.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Institution established in 2001.</li> </ul>

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
<p><b>Mixed Institute of Social Assistance</b></p> <p>(IMAS – Instituto Mixto de Ayuda Social)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Continuous Government support.</li> <li>• Coordination and articulation with institutions and organizations that take care of the poor at national and regional levels.</li> <li>• Budget comes from the private enterprise and from FODESAF (financial sustainability).</li> <li>• Modern and efficient technological instruments.</li> <li>• Positive image, acceptance, and credibility from the communities and institutions of the social sector.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Priority on programmes is subject to changes in political authorities.</li> <li>• More regional presence is needed.</li> <li>• Lack of sufficient training for staff.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• IMAS provides a formidable data base for characterising the poor and the rural poor.</li> <li>• IMAS activities could be better targeted to special groups of the rural poor with more co-ordination and information.</li> <li>• Risks come from the allocation of resources to other social groups due to political decisions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• IMAS is one of the most efficient social assistance institutions in the region.</li> </ul>
<p><b>Costa Rica National Bank</b></p> <p>(BNCR – Banco Nacional de Costa Rica)</p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• The largest bank in the country.</li> <li>• Long experience serving the small farmer sector.</li> <li>• Diversity in the offer of services.</li> <li>• Creation of the Development Banking programme for rural micro, small and medium enterprises.</li> <li>• Presence in all regions of the country.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Limited resources to finance small rural producers.</li> <li>• Lack of technical assistance services to support financial services to the rural poor.</li> <li>• Lack of coordination with other agencies for rural development.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Main opportunity is the future reactivation of the <i>Rural Boards</i> for the financing of small farmers and rural poor.</li> <li>• Risks come from potential changes in banking regulations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• BNCR has successfully participated in the implementation of IFAD projects.</li> </ul>

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
<b>National Learning Institute</b> (INA – Instituto Nacional de Aprendizaje)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Professional staff with long experience in education and training.</li> <li>INA teams work integrating design, contracting, technological transference and training execution.</li> <li>INA has the willingness to coordinate its actions with other rural development institutions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Inadequate interinstitutional coordination.</li> <li>Lack of technical skills in certain areas of technical knowledge.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>INA has the capacity to innovate in new training programmes.</li> <li>It also has established innovative partnerships with different public and private development organisations.</li> <li>Main risks would come from budget constraints and/or policy changes.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>INA has specific programmes for the agricultural sector.</li> <li>INA has worked with IFAD projects (PPZN and PRODAPEN).</li> </ul>
<b>Mixed Public-Private Production and Marketing Boards</b> (ICAFE, LAICA, CORBANA, CORPOARROZ)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Constitute a mechanism for coordinating between farmers, agroindustry, exporters and government.</li> <li>Are able to provide research and extension facilities to farmers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Deal mainly with the more commercial-oriented farmers</li> <li>Risk becoming captive of strong interest groups</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Offer a counterbalance to interest groups, through formal representation of each one on the Boards</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>A long-standing institutional arrangement, dating from the mid-1930's. It is stated that have been capable of protecting farmer's interests through a formal negotiated process.</li> </ul>
<b>Credit Unions</b> (Cooperativas de Ahorro y Crédito)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Diversity in the supply of services</li> <li>Extensive geographical coverage</li> <li>Are part of the important cooperative sector (Movimiento cooperativo)</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Regulatory framework and supervision mechanisms require strengthening</li> <li>Risk in mobilising savings in absence of adequate mechanisms of supervision and internal control</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Creating competition for the banking sector</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>In many cases the competitive advantage of credit unions vs. banks stems from the promptness and quality of their service rather than from differences in interest rate or loans terms</li> </ul>
<b>Community Credit Enterprises</b> (Bancos Comunales, Comités de Crédito, S.A de Capital Accionario)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Locally-based alternative to money lenders for providing a basic level of FS to very poor people</li> <li>Create ownerships through mobilization of membership resources</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Very limited capacity and scale of operations restricted to the community</li> <li>Potential for sustainability due to very weak institutional capacity</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Graduation mechanisms for rural population to eventually become bankable</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>There are already more than 300 of this kind of organisations created with FINCA Costa Rica's and 4 Regional Foundations created with CARE assistance.</li> </ul>
<b>Private service Organizations</b> (NGO's, technical services companies)	<ul style="list-style-type: none"> <li>Professional staff with experience in training and technical assistance</li> <li>Diversity in the supply of services to formally established organizations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Lack of technical skills in certain areas like management and organization</li> <li>Reduced financial and human resources, due to dependency on grant financing</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Capacity to innovate in technical assistance methods</li> <li>Partnerships between public and private development organizations</li> <li>Main risks could be the lack of financial sustainability</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>The number of these organizations initially increased due to public sector and decentralization policies, but their those working rural areas have been sharply reduced in recent years.</li> </ul>

Institution	Strengths	Weaknesses	Opportunities/Risks	Remarks
<b>Exporters and producers unions</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Represent interests of different groups (small, medium and big farmers, exporters and agroindustry)</li> <li>• Promote market specialization, improved quality in products</li> <li>• Provide transfer of technology specially for medium to large farmers</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Lack participation of the smaller and poorer farmers</li> <li>• Limited physical presence at local level</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Promote a legal framework and investment climate for the business development and market access</li> <li>• The risks involve unstable – usually new – markets</li> <li>• Free trade international agreements</li> <li>• Partnership with public and private organizations</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• There are large differences among these type of organizations, given that they represent large and small farmers</li> </ul>
<b>Local Organizations</b> (Organizaciones Locales, Centros agrícolas Cantonales, Asociaciones de Desarrollo Comunal, etc.)	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Diversity of local options: development, environment, and agricultural regional councils, national unions of local governments and municipalities, and community development associations.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Political and administrative centralism.</li> <li>• Weak development schemes and execution of regional initiatives in marginal zones.</li> <li>• Lack of qualified human resources in some regions.</li> <li>• Absence of decision-making mechanisms and community participation in marginal regions.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• MIDEPLAN regional development plan includes efforts to decentralize local development initiatives.</li> <li>• The new Municipal Code gives more flexibility and more financial administrative space.</li> </ul>	<ul style="list-style-type: none"> <li>• There are large differences between municipal (cantonal), regional, and administrative levels.</li> </ul>

### IFAD'S CORPORATE THRUSTS AS RELATED TO THE PROPOSED COUNTRY PROGRAMME

1. Systematic upgrading of skills and knowledge related to rural development and poverty alleviation as well as support for the exchange of experiences among beneficiaries in the region would be supported by the IFAD Latin America and the Caribbean Division. In Costa Rica, IFAD would take advantage of the existing network of grass-roots organizations and NGOs. The future design of programmes and projects in the country would be based on intensive consultations with the Government, other stakeholders and communities, as well as the mobilization of grass-roots groups and local institutions. Innovative approaches to rural development require an intensive and systematic exchange of experiences and the training of project technical staff and beneficiaries. Therefore, the in-country networking of projects, together with sub regional and regional networking, would be used as permanent support for project implementation in the country.
2. RUTA (Regional Unit for Technical Assistance), is a multi- agency and multi-national regional programme based in Costa Rica and established in 1980 with IFAD participation (in partnership with the World Bank, IDB, FAO, DFID, IICA and UNDP). Its main objective is that of cooperating in rural development policies and projects with the seven countries of Central America and would play a significant role in the formulation and implementation of the proposed country programme. Important contributions would also be made by SERFIRURAL, the IFAD regional programme for Rural Financial Services development, based in RUTA's facilities.
3. PROGENERO, the IFAD Latin America and the Caribbean Division's gender-strengthening network, is supporting projects in Costa Rica through workshops and training events. With PREVAL (Programme for Strengthening the Regional Capacity for the Evaluation of Rural Poverty Alleviation Projects in Latin America and the Caribbean) there is a close collaboration for assisting start up of monitoring and evaluation units of existing and future projects. Hosted by CATIE (Turrialba, Costa Rica), the IFAD's TAG SETEDER is the regional programme for supporting the formulation and implementation of technical services components and technical services markets in the region. It is expected that the proposed country programme would profit from the activities carried out by this ongoing project. FIDAMERICA, the Internet-based system of information exchange on the IFAD Latin America and the Caribbean Division's projects in the region, would also continue to provide a forum for the exchange of experiences through its on-line seminars on topics ranging from rural credit to private-sector extension services and marketing.
4. It is expected that experiences from PRAIA (IFAD grant for supporting indigenous communities) would be very useful for the implementation of the proposed indigenous communities development and that PROMER, the division's grant that is oriented towards small rural enterprises, would also play an important role for the implementation of the proposed income generation and employment strategic thrusts in Costa Rica.

**ACTIVITIES OF OTHER PARTNERS IN DEVELOPMENT – ONGOING AND PLANNED**

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/ Synergy Potential
World Bank	<p>Relatively small financier of investment projects in Costa Rica. Spent five years (1993-1998) without approving new projects for the country. Currently has 5 on-going projects in health, environment, organic agricultural production, and natural resources. Its current Country Assistance Strategy (CAS) proposes a pipeline of 6 projects for the next five years for about USD 200 million. The proposed <i>Agricultural Sector Project</i> (USD 15 million estimated cost) will have the objective of improving phytosanitary controls, especially for exports, providing improved technologies to farmers and organised groups from production to marketing, increased value-added through processing and better marketing, and business development. This project is at a very early stage of formulation.</p>	National.	Ongoing.	Medium.
		National.	To be implemented.	High.
Inter-American Development Bank (IDB)	<p>IDB is the largest international lender to the GOCR with a total net commitment of USD 603 million. Currently finances several on-going projects in various areas. <i>Regularisation of the Cadastre and Property Registry Project</i> has important impacts for rural development as land tenure rights will be official and legal in many areas of the country. <i>Sustainable Agricultural Production Project</i> approved in 2002. IDB is expected to offer support amounting to USD 15 million to modernise agricultural extension services. <i>Programme to support competitiveness improvements</i>. This programme aims at supporting the Government in accelerating growth as the only way to secure sustainable improvements in living standards and sustainable reductions in poverty. It includes a Policy Based Loan (PBL) (USD 100 million) to support competitiveness reforms and an Investment Facility for Growth and Competitiveness. (USD 200 million). This Facility would further production growth through improvements in roads, employment-relevant secondary education, knowledge generation and adoption of technology in productive processes, export development, SME development, adjustments in key institutions, including local governments to support free trade agreements, cut red tape and streamline regulations. The Programme would include: (i) Secondary Education and Work Linkages 9 USD 25 million); (ii) Participatory Rehabilitation of Rural Roads (USD 40 million); (iii) Science and Technology for Competitiveness (USD 35 million); (iv) Strengthening Digital Management on the Fiscal Areas (USD 40 million); (v) Support for International Commerce (USD 72.7 million, and (vi) Support to the MEIC (USD 37.3 million).</p>	National.	Ongoing.	High.
		National.	Ongoing.	High.
		National	To be implemented.	High.

Donor/Agency	Nature of Project/Programme	Project/Programme Coverage	Status	Complementarity/Synergy Potential
Central American Bank for Economic Integration (CABEI)	CABEI is the second largest financier of the GOCR. Has completed a total of 49 investment projects in the country in various areas. Currently has 7 on-going projects in telecommunications, health, education, energy, agricultural development, and water. The <i>Agricultural Development Project for the Peninsula of Nicoya</i> (PRODAPEN) is co-financed with IFAD. Currently is considering financing an <i>Irrigation Services Modernisation Project</i> (SENARA), under formulation with assistance of the Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture (IICA).	Peninsula of Nicoya. National.	Ongoing. To be implemented.	Already exists. High.
Bilateral agencies	Bilateral assistance is rather marginal since most bilateral donors have concentrated their assistance in the poorest countries of Central America.			
Inter-American Institute for Cooperation on Agriculture (IICA)	IICA develops actions in a wide range of agriculture-related topics including export promotion, market linkages, technological innovation, food safety, phytosanitary services and standards, food security, organic agriculture, gender, income-generating activities, agrotourism, technical education, higher education, and agricultural information systems. On the policy level, IICA is working with the Ministry of Agriculture to develop a new national rural development strategy as well as a national strategy for organic agriculture. Has two regional programmes, one on agricultural trade, negotiations and phytosanitary standards; and one on beef quality, safety and marketing.	National. National. Regional.	Ongoing. Ongoing. Ongoing.	High. High. Medium.
United Nations Development Programme (UNDP)	Identifies, formulates, implements, monitors, and evaluates projects and programmes in the area of sustainable human development, often in collaboration with other agencies (international, national and local).	National.	Ongoing.	Low.
Andean Development Corporation (CAF)	Focus on infrastructure projects, in the areas of oil, energy, transport, and related infrastructural areas.	National.	Ongoing	Low.
Food and Agriculture Organization of the United Nations (FAO)	Carries out projects and programmes in the areas of food security and rural development; natural resource management; and trade. <i>Programme for the Rehabilitation of Agricultural Areas Affected by the Floyd Hurricane.</i> <i>Support Programme to Agricultural Surveys.</i> <i>Development of an Agro-conservationist Approach Programme.</i> <i>Higher Education Programme on Agricultural Economics, Policies and Rural Development.</i>	National. Local. National. National. National.	Ongoing. Ongoing. Ongoing. Ongoing. Ongoing.	Medium. Low. Low. Medium. Low.



